



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES



**SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2013 ET
PERSPECTIVES 2014**

Elle est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DPMSF @ Novembre 2013

Table des Matières

RESUME	3
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE	8
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2013	8
1.1.1. <i>Les ressources du PIB</i>	8
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité</i>	13
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2014	13
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB</i>	14
2. LES FINANCES PUBLIQUES	17
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2013	17
2.1.1. <i>Les recettes budgétaires</i>	17
2.1.1. <i>Les dons</i>	17
2.1.3. <i>Le Financement</i>	18
2.1.4. <i>La dette publique</i>	19
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2014	20
2.2.1. <i>Les recettes budgétaires en 2014</i>	21
2.2.2. <i>Les dépenses publiques</i>	22
2.2.3. <i>Le Financement</i>	23
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	23
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2013	23
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	23
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2014	24
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	25
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i>	25
4. LA SITUATION MONETAIRE	25
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2013	25
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	26
4.1.2. <i>Le crédit intérieur</i>	26
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2014	26
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	26
4.2.2. <i>Le crédit intérieur</i>	26
ANNEXES	29

RESUME

L'environnement économique et financier international est marqué en 2013 par une persistance des difficultés de la zone euro (croissance prévue à -0,4% contre -0,6% en 2012) une décélération de la croissance aux Etats-Unis (+1,6% contre +2,8% en 2012) et dans les pays émergents et en développement (+4,5% contre +4,9 en 2012). Aux Etats-Unis, les bonnes perspectives de croissance ont été annihilées par les difficultés liées au plafond d'endettement. Au total, la croissance mondiale devrait s'établir à 2,9%, soit une perte de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2012, selon les dernières projections du Fonds monétaire international. En 2014, la croissance mondiale devrait s'améliorer en s'inscrivant à 3,6%, sous l'impulsion d'un regain d'activité économique dans les pays avancés dans un contexte de sortie de récession de la zone euro (+1% en 2014 après une croissance négative de 0,4%).

Sur le marché des matières premières, la tendance des cours serait globalement baissière. En particulier, les cours du baril de pétrole (BRENT, Dubaï et WTI) devraient s'établir à 104,5 dollars en 2013 et 101,4 dollars en 2014, soit des baisses respectives de 0,5% et 3%¹. Cette situation est liée au manque de dynamisme de l'économie mondiale.

Au plan interne, l'économie sénégalaise semble davantage affectée par la conjoncture internationale difficile notamment la situation socio-politique au Mali et plus spécifiquement par les difficultés du secteur industriel. Toutefois, la reprise enregistrée l'année précédente devrait se consolider en 2013, portée par le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire. Globalement, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 4% en 2013 contre 3,5% un an auparavant. Le PIB non agricole, pour sa part, devrait se conforter de 3,7% contre 2,6% en 2012.

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB devrait s'établir à 0,3% contre 1,7% en 2012, dans un contexte de détente du cours du baril de pétrole brut estimé en baisse de 0,5%² comparativement à 2012. Cette progression modérée reflète notamment les bons résultats escomptés dans l'agriculture, lesquels devraient se traduire par un repli du prix des céréales.

L'exécution budgétaire a été caractérisée en 2013 par une mobilisation modérée des ressources et une exécution prudente des dépenses publiques dans un contexte marqué par la première année de mise en oeuvre de la réforme fiscale ainsi que par les mesures de rationalisation progressive des dépenses publiques. En effet, les ressources globales (recettes budgétaires, FSE et dons) sont projetées à 1769,6 milliards et les dépenses totales et prêts nets à 2175,9 milliards en 2013,

¹ Prévission du Fonds Monétaire International

soit en hausse respectivement de 5,9% et 4,1%. Au total, le déficit public est ressorti à 406,3 milliards en 2013 (soit 5,4% du PIB) contre 420 milliards en 2012 (soit 5,8% du PIB).

Concernant les **transactions avec le reste du monde**, elles sont caractérisées en 2013 par l'amélioration du déficit courant qui s'établirait à 9,4% du PIB contre 10,4% du PIB en 2012. Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** s'est également amélioré de 46,6 milliards à la faveur du compte d'opérations financières (+58 milliards). En conséquence, **le solde global de la balance des paiements** ressortirait avec un excédent de 35,7 milliards contre un déficit de 51,1 milliards en 2012.

La **situation des institutions monétaires** entre 2012 et 2013 est marquée par une amélioration de 35,7 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 5,4% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 10,5%.

En 2014, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 4,6% en 2014, reflétant notamment l'amélioration de la situation au Mali, le démarrage effectif de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) ainsi que la poursuite des investissements dans l'énergie et les infrastructures routières. Cette dynamique serait renforcée par la bonne marche des projets exécutés dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA) ainsi que par la poursuite des travaux de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD).

L'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,7% en 2014 contre une estimation de 0,3% en 2013. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs primaire (2,2% contre 1,9% en 2013) et secondaire (2,6% contre -1,2% en 2013).

Concernant **la gestion budgétaire**, elle continuera de s'inscrire en 2014 dans la poursuite d'une politique prudente en matière de finances publiques et d'endettement afin de préserver la stabilité macroéconomique. Elle devrait permettre également une meilleure prise en charge des grandes priorités dégagées par les autorités, en ligne avec la SNDES. Globalement, le déficit budgétaire dont compris est projeté à 396,2 milliards (soit 4,9% du PIB) en 2014 contre 406,3 milliards (5,4% du PIB) en 2013, soit en amélioration de 0,5 point de PIB.

Les **échanges avec le reste du monde**, pour leur part, devraient être marqués par une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (8,9% du PIB contre 9,4% en 2013) ainsi que par l'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le déficit de la balance des paiements devrait s'établir à 38,8 milliards, soit en amélioration de 3,1 milliards par rapport à 2013.

Enfin, s'agissant de la **situation monétaire**, elle devrait être marquée, en 2014, par une augmentation de 38,8 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 16,7% et une expansion de 9% de la masse monétaire.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international est marqué en 2013 par une persistance des difficultés de sortie de crise dans la zone euro avec une croissance de -0,4% contre -0,6% en 2012, une décélération de la croissance aux Etats-Unis (+1,6% contre +2,8% en 2012) et dans les pays émergents et en développement (+4,5% contre +4,9 en 2012). Aux Etats-Unis, les bonnes perspectives de croissance ont été annihilées par les difficultés liées au plafond d'endettement. Au total, la croissance mondiale devrait s'établir à 2,9%, soit une perte de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2012, selon les dernières projections du Fonds monétaire international.

En 2014, la croissance mondiale devrait s'améliorer en s'inscrivant en hausse de 3,6%, sous l'impulsion d'un regain d'activité économique dans les pays avancés dans un contexte de sortie de récession de la zone euro (+1% en 2014 après une croissance négative de 0,4%). En effet, l'Italie et l'Espagne devraient connaître une croissance positive, toutefois, en deçà de 1% à la suite de deux années successives de récession. En Allemagne et en France, la croissance de l'activité économique est attendue à 1,4% et 1% respectivement.

Au titre des échanges commerciaux, le volume du commerce mondial se conforterait modérément en 2013 avec une progression de 2,9%, stimulé essentiellement par les pays émergents et en développement dont les importations et les exportations de biens et services sont prévues en hausse respectivement de 5% et 3,5%. Dans les pays avancés, les échanges avec le reste du monde ont connu une légère amélioration (importations et exportations projetées en hausse respectivement de 1,5% et 2,7%) dans un contexte de persistance de la crise dans la zone Euro. En 2014, le regain d'activité attendu dans les économies avancées et dans celles émergentes et en développement devrait accélérer le rythme de progression des échanges internationaux projeté à 4,9%.

Sur le marché des matières premières, la tendance des cours serait globalement baissière en 2013 et 2014 par rapport à 2012. En effet, les cours du baril de pétrole (BRENT, Dubaï et WTI) devraient s'établir à 104,5 dollars en 2013 et 101,4 dollars en 2014, soit des baisses respectives de 0,5% et 3%. Cette situation est liée au manque de dynamisme de l'économie mondiale. Parallèlement, les cours des matières premières hors combustibles sont prévus en baisse de 1,8% en 2013 par rapport à 2012, tirés par les céréales (-2,9%), les huiles et matières grasses (-12,6%) et le sucre (-18,1%).

S'agissant des prix à la consommation, ils ralentiraient en 2013 sous l'effet de la tendance baissière des cours sur le marché international. Cette décélération est beaucoup plus marquée dans les économies avancées où l'inflation s'établirait à 1,4% en 2013 contre 2% un an auparavant. Dans les économies émergentes et en développement, les prix à la consommation évolueraient de 6,2%, soit quasiment au même rythme qu'en 2013. En 2014, l'inflation devrait rester à des niveaux modérés, les

prévisions tablent sur 1,8% et 5,7% respectivement dans les pays avancés et les pays émergents et en développement.

Sur le marché monétaire, les conditions d'octroi de prêts continuent de se durcir dans la zone euro, quoique dans une moindre mesure, et de s'assouplir aux États-Unis. En effet, le crédit continue de se contracter dans la zone euro, surtout dans la périphérie. Par ailleurs, la situation sur les marchés financiers est de nouveau plus volatile, car les anticipations d'un durcissement de la politique monétaire américaine ont été différées.

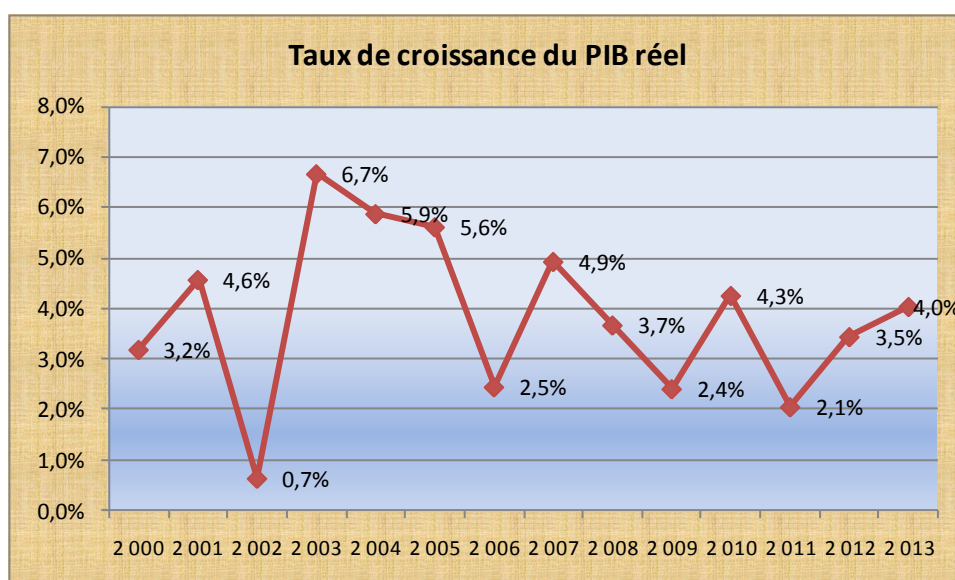
Sur le marché du change, la monnaie de plusieurs pays émergents s'est dépréciée sensiblement en valeur nominale sous l'effet du ralentissement économique, depuis le début de l'année, en liaison en partie avec la réévaluation récente des perspectives de la politique monétaire américaine. En général, les monnaies qui étaient jugées surévaluées par rapport aux fondamentaux économiques à moyen terme se sont dépréciées, alors que celles qui étaient considérées sous-évaluées se sont appréciées. Par ailleurs, le taux de change euro/dollar devrait s'établir à 1,31 en 2013 contre une parité de 1,29 observé en 2012.

1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

1.1. Estimation des ressources et emplois du PIB en 2013

1.1.1. Les ressources du PIB

En 2013, l'environnement international demeure sous l'emprise de la crise économique mondiale, en dépit des importantes mesures prises par les dirigeants occidentaux pour relancer la production et juguler ses effets dévastateurs notamment sur l'investissement et l'emploi. La persistance de la faiblesse de la demande mondiale s'est traduite par une quasi-stagnation des économies émergentes et en développement. Au plan interne, l'économie sénégalaise semble davantage affectée par la conjoncture internationale difficile, notamment la situation socio-politique au Mali et plus spécifiquement par les difficultés du secteur industriel. En revanche, la reprise enregistrée l'année précédente devrait se consolider en 2013, portée par le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire. Globalement, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 4% en 2013 contre 3,5% un an auparavant. Le PIB non agricole, pour sa part, devrait se conforter de 3,7% contre 2,6% en 2012.



Dans le secteur primaire, l'activité devrait rester vigoureuse consécutivement à 2012, à la faveur des performances attendues dans le sous-secteur agricole, mais également de la bonne tenue affichée par les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche.

Le sous-secteur agricole devrait se conforter suite à la reprise enregistrée en 2012, sous l'effet d'un hivernage satisfaisant et des efforts consentis par le Gouvernement en matière de fourniture d'engrais et de semences. Le sous-secteur devrait tirer, par ailleurs, avantage de la mise en œuvre des programmes agricoles visant à renforcer la productivité et le revenu des producteurs, en l'occurrence le Programme national d'investissement agricole (PNIA), le Programme de développement des marchés agricoles du Sénégal (PDMAS) ainsi que le Programme d'appui au développement agricole et à

l'entreprenariat rural (PADAER). De plus, la préservation de la situation phytosanitaire sur l'étendue du territoire national contribuerait à la consolidation des rendements agricoles. Au total, l'activité du sous-secteur agricole est projetée en hausse de 8,4% en 2013 contre 17,4% en 2012, à la faveur de la bonne tenue escomptée notamment des productions céréalière, horticole et arachidière. Ainsi, l'agriculture vivrière et celle industrielle sont respectivement attendues en progression de 7,5% et 10,7% en 2013 (contre +17,2% et +18,2% en 2012).

Dans le sous-secteur de l'élevage, l'activité affiche un regain de croissance favorisé notamment par la bonne campagne agricole 2012/2013. En effet, la production de viandes portée par les bovins et les ovins devrait se conforter de 5% sous l'effet, entre autres, de l'amélioration du poids des carcasses consécutive au renforcement de la disponibilité du fourrage. La production de lait maintiendrait également son dynamisme, avec une hausse projetée à 9,1%, grâce à la poursuite de l'amélioration de la qualité des races. Les productions de volaille et d'œufs sont, pour leur part, prévues en hausse de 1,3% et 3,8% respectivement. Globalement, le sous-secteur ressortirait en progression de 5% en 2013 après un net ralentissement enregistré l'année précédente (+1%).

Au niveau de la pêche, malgré les difficultés liées principalement à la rareté de la ressource, le sous-secteur devrait croître de 5,9% en 2013 contre 4,9% en 2012, porté par la vigueur de la pêche industrielle, avec notamment le redémarrage des activités de la Société Nationale des Conserveries du Sénégal (SNCDS).

Dans le secteur secondaire, la relance attendue suite au ralentissement observé l'année précédente a été sensiblement atténuée par les contreperformances des activités extractives, des corps gras alimentaires, de la fabrication de sucre, de l'égrenage de coton et fabrication de textiles, du raffinage de pétrole et des matériaux de construction. Par conséquent, le secteur progresserait d'à peine 1,8% en 2013 contre 0,9% l'année précédente, traduisant ainsi les difficultés de l'industrie.

Concernant le sous-secteur minier, l'activité est marquée par le repli des productions de phosphate (-25,8%) et de sel (-3,8%). La contraction de l'extraction de phosphate est le résultat des pannes techniques enregistrées par la principale unité industrielle de la branche. Cette situation devrait être atténuée par les productions d'attapulgite et d'or projetées en hausse respectivement de 30,5% et 20%. L'essor de l'extraction d'or, pour sa part, est en liaison avec le dynamisme des mines dans le sud-est du Sénégal.

Dans l'industrie de fabrication de corps gras alimentaires, l'activité de production peine à se relancer globalement. Malgré la bonne campagne arachidière 2012/2013, les faibles niveaux de collecte des graines d'arachide conjugués à des pannes techniques et à la progression des importations ont affecté la production d'huile raffinée (-35%). Au total, le sous-secteur est attendu en baisse de 5,4% en 2013 après s'être replié en 2011 (-8,9%) et 2012 (-9,1%).

S'agissant de la fabrication de sucre et confiserie qui a enregistré une bonne relance en 2012 après une série de contreperformances, elle devrait connaître une contraction de 14,4% en 2013 liée à l'écoulement des stocks. Parallèlement, les importations de sucre brut et raffinée se sont inscrites en retrait de 32,4% sur les sept (7) premiers mois de l'année, reflétant ainsi la mesure de blocage prise par les autorités en vue de réguler le marché intérieur.

Dans l'égrenage de coton et la fabrication de textiles, l'activité fléchirait de 8,3% en 2013 après une bonne tenue enregistrée l'année précédente (+9,3%). Le sous-secteur demeure confronté à la concurrence des produits importés qui se sont renforcés de 18,7% sur les sept premiers mois de l'année.

Dans le même sillage, les activités de raffinage de pétrole se replieraient de 10,7% en 2013 après une progression de 7% en 2012. Ce recul est le fait de la baisse de la production de la principale entreprise du sous-secteur induite par le repli de la demande, comme en témoigne la trajectoire baissière des importations de pétrole brut (-9,4%) à fin juillet.

Pour ce qui est des matériaux de construction, l'activité a subi de plein fouet depuis 2012 l'effet de la crise socio-politique et sécuritaire au Mali. La baisse des commandes de ciment de ce client s'est accentuée en 2013, induisant une contraction de 24% des exportations globales de ciment sur les sept (7) premiers mois de l'année. A cela, s'ajoute la concurrence liée notamment au démarrage d'une unité de production de ciment au Mali. Cette situation est atténuée par la bonne tenue de la demande locale en liaison avec les importants chantiers en exécution. Au total, le sous-secteur devrait afficher une baisse de 5,2% en 2013 contre -0,2% en 2012.

L'industrie est, par ailleurs, affectée par le repli des sous-secteurs de la fabrication de boisson (-8% contre +4,1% en 2012), de produits alimentaires n.c.a (-12,3% contre -2,3% en 2012), de caoutchouc (-1,6% contre +6,2% en 2012) ainsi que de la métallurgie (-1,8% contre +5,8% en 2012).

La morosité dans le secteur secondaire a, cependant, été modérée par la bonne tenue notamment des sous-secteurs de la transformation et conservation de viande et poisson, du travail de grain, de l'énergie et de la construction.

La transformation et conservation de viandes et poisson, en difficulté l'année précédente, devrait se redresser en 2013 à la faveur des conditions favorables dans l'élevage mais également des investissements étrangers nouvellement injectés dans la filière poisson. Ainsi, globalement, le sous-secteur est attendu en hausse de 10% après une baisse de 9,8% en 2012.

Le travail de grain, pour sa part, devrait se conforter de 8% en 2013, suite au fléchissement observé un an auparavant consécutivement aux mauvais résultats de l'agriculture en 2011. Ce regain d'activité reflète l'effet positif de la bonne campagne agricole 2012/2013 dans le sous-secteur. Celle-ci a

été marquée par une augmentation significative des productions de riz, de mil et de sorgho comparativement à 2011.

Concernant le sous-secteur énergie, les investissements réalisés à ce jour dans l'électricité, dans le cadre du Plan de restructuration, ont permis de renforcer les capacités d'au moins de 522,17 Mégawatts (MW) en 2013 soit une augmentation de 60MW par rapport à 2012. En effet, cette hausse s'explique par la mise en place de quatre groupes de 15 MW chacune, fonctionnant au diesel et la mise en service de la centrale de Félou d'une capacité de 15 MW. Ce dispositif conjugué à la bonne tenue du segment « Eau » devrait se traduire par un renforcement de 4% de la valeur ajoutée du sous-secteur (contre -2% et +11,7% respectivement en 2011 et 2012).

Dans le sous-secteur de la construction, l'activité devrait se relancer en 2013 avec une progression de 6% portée notamment par la poursuite des travaux de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD), les travaux de prolongement de l'autoroute AIBD-Mbour ainsi que par les projets financés dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA).

Le secteur secondaire a, par ailleurs, tiré avantage de la tendance haussière dans les sous-secteurs de la fabrication du cuir (+9% contre +0,9% en 2012), du travail du bois (+5,6% contre +8,7% en 2012) et de la fabrication de papier et carton (+5,8% contre +7,1% en 2012).

Contrairement à l'industrie, le secteur tertiaire semble renouer avec le dynamisme après une atonie sur la période récente. Ce regain de croissance traduit la vigueur des activités de transport, des postes et télécommunications, des services financiers et des services aux entreprises.

Au niveau du transport, l'activité enregistre une relance à la faveur : (i) des conditions favorables dans le transport aérien avec notamment la baisse des tarifs sur certaines lignes et ; (ii) de l'accélération du renouvellement du parc automobile dans les transports en commun ainsi que de l'effet positif de la campagne agricole 2012/2013 sur le transport à travers l'acheminement des productions vers les points de vente. A ce titre, le sous-secteur est projeté en hausse de 10% en 2013 contre un recul de 6% l'année précédente.

Dans les postes et télécommunications, l'activité semble connaître un nouvel essor favorisé par la montée en puissance de la concurrence depuis l'arrivée du troisième opérateur sur le marché de la téléphonie et de l'internet. Le sous-secteur devrait se renforcer de 7,9% en 2013 après une hausse de 6,7% un an auparavant. Ce dynamisme est perceptible à travers les taux de pénétration dans la téléphonie mobile et l'internet qui ont atteint des proportions appréciables. En effet, à fin juin 2013, ils ressortent respectivement à 93,6% et 9,02%. L'importante évolution notée dans le marché de l'internet est le fait du développement de l'internet mobile qui connaît une nette expansion sur la période récente.

Pour ce qui est des services financiers, ils sont attendus en progression de 6,1% (contre +12,8% en 2012), portés par la bonne tenue des crédits à l'économie.

Les activités de services aux entreprises projetées en hausse de 4,5% en 2013 (contre +4,8% en 2012) tireraient avantage de la relance de l'économie.

La reprise dans le secteur tertiaire est également soutenue par la bonne tenue des services d'éducation et de santé respectivement attendus en hausse de 4% et 4,3% (contre 5,4% et 8,5% en 2012).

Dans les sous-secteurs du commerce et des services d'hébergement et de restauration, l'activité a crû à un rythme modéré. S'agissant des activités commerciales qui subissent les difficultés rencontrées dans l'industrie, elles devraient s'inscrire en hausse de 3%, soit quasiment au même rythme qu'en 2012. Pour ce qui est des services d'hébergement et de restauration, le retour à la croissance se ferait timidement, en liaison notamment avec la persistance de la morosité économique dans la zone Euro.

1.1.2. Les Emplois du PIB

En 2013, la **consommation finale** devrait s'accroître de 3,2% après une progression de 2,2% en 2012, à la faveur d'une poursuite de la reprise de la consommation privée qui devrait augmenter de 3,2% contre 1,5% en 2012. Globalement, la consommation finale représenterait 91,9% du PIB en 2013 contre 90,2% en 2012, soit un repli de 0,3 point de pourcentage du taux d'épargne qui devrait passer de 9,8% en 2012 à 8,1% en 2013.

S'agissant de la **formation brute de capital fixe (FBCF)**, elle est attendue en hausse de 5,6% en 2013 contre 4,7% en 2012. Ce regain de croissance devrait être soutenu aussi bien par l'investissement public que privé qui augmenteraient respectivement de 5,7% et 5,5% en 2013 contre des hausses de 9% et 3% l'année précédente. Ainsi, le taux d'investissement mesuré par la FBCF ressortirait à 24,1% du PIB en 2013 contre 23% en 2012.

Globalement, la **demande intérieure** progresserait en termes réels de 3,7% contre 2,8% une année auparavant, tirée essentiellement par l'investissement.

Concernant la **demande extérieure**, elle serait caractérisée par une hausse en termes réels des exportations de biens et services et des importations respectivement de 3%, et de 4% au terme de l'année 2013.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

En 2013, l'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB devrait s'établir à 0,3% contre 1,7% en 2012, dans un contexte de détente du cours du baril de pétrole brut estimé à 4,1%³ comparativement à 2012. Cette progression modérée reflète notamment les bons résultats escomptés dans l'agriculture, lesquels devraient se traduire par un repli du prix des céréales. Ainsi, les prix à la production dans les secteurs primaire et tertiaire devraient ralentir par rapport aux niveaux enregistrés en 2012 (+3,4% et 1%) pour s'établir respectivement à 1,9% et 0,3% en 2013. Au niveau du secteur secondaire, les prix à la production sont projetés en baisse de 1,2% contre 2,3% en 2012.

S'agissant de l'inflation mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), elle affiche un relèvement de 0,7% sur les huit premiers mois de 2013. Cette évolution reflète le renchérissement des postes « restauration et hôtels » (+7,4%), « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,2%), « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+11,9%), « santé » (+2,9%) et « enseignement » (+3,2%). Ces hausses ont été contenues par la baisse des prix de la « communication » (-5,5%) en liaison avec la concurrence entre les différents opérateurs mobiles ainsi que le repli du coût des « loisirs et culture » (-1,5%) et du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». En moyenne sur l'année 2013, les prix à la consommation ne devraient progresser que timidement.

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a connu en moyenne sur les huit premiers mois de 2013 un recul évalué 0,3% par rapport à la même période en 2012. Cette baisse résulte de l'appréciation du FCFA (+2,1%) vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires amoindrie toutefois, par le différentiel d'inflation favorable (-2,7%). Par rapport aux pays membres de la zone euro et de l'UEMOA, la compétitivité-prix s'est améliorée respectivement de 0,4% et 0,2%.

1.2. Perspectives économiques en 2014

Dans un contexte de relance de la demande mondiale, l'économie sénégalaise devrait continuer, en 2014, de s'inscrire dans une dynamique de redressement, favorisée par l'amélioration de la situation au Mali, le démarrage effectif de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) ainsi que par la poursuite des investissements dans l'énergie et les infrastructures routières. La bonne marche des projets exécutés dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA) ainsi que la poursuite des travaux de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) et le prolongement de l'autoroute de AIBD à Mbour devraient contribuer à la croissance économique.

³ Prévission du Fonds Monétaire International

1.2.1. Les Ressources du PIB

Le taux de croissance du PIB réel est projeté à 4,6% en 2014, reflétant les bonnes perspectives dans les secteurs primaire et tertiaire mais également la reprise escomptée dans l'industrie.

Dans le secteur primaire, l'activité devrait se conforter de 6,1% en 2014 (contre +6,7% en 2013), sous l'impulsion principalement de l'agriculture et de l'élevage. Au niveau de l'agriculture, la poursuite des actions du Gouvernement en matière d'amélioration de l'accès aux intrants et d'accroissement des rendements devrait permettre la poursuite du redressement du sous-secteur. A ce titre et sous l'hypothèse d'une bonne saison hivernale, l'agriculture industrielle et celle vivrière sont respectivement projetées en hausse de 8,6% et 7,9% en 2014. Au total, le sous-secteur devrait ressortir en progression de 8,1% en 2014 contre 8,4% en 2013.

S'agissant de l'élevage, il devrait se conforter de 4% en 2014 (contre 5% en 2013), favorisé par la bonne tenue de la production de viande, de volaille et de lait. Le sous-secteur tirerait avantage de la relance du sous-secteur agricole mais également du programme d'amélioration de la productivité des races.

Le sous-secteur de la pêche, pour sa part, est attendu en hausse de 3,5%, soit une timide progression reflétant les difficultés structurelles liées à la rareté de la ressource et au renchérissement des intrants. Toutefois, à moyen et long terme, les importants projets et programmes en cours devraient permettre de restaurer les écosystèmes et habitats marins pour une exploitation durable des ressources halieutiques.

Dans le secteur secondaire, la reprise se confirmerait avec une hausse de 4,4% en 2014, à la faveur du regain d'activité dans les activités extractives, la fabrication de produits chimiques, les corps gras alimentaires, la fabrication de sucre, le raffinage de pétrole et les matériaux de construction combiné à la poursuite des efforts du Gouvernement dans les sous-secteurs de l'énergie et de la construction.

Les activités extractives sont projetées en hausse de 4% en 2014 contre une baisse de 2,4% en 2013. Ce regain de croissance serait induit par la bonne tenue de la production de phosphate, qui connaît en 2013 une contreperformance imputable aux difficultés techniques rencontrées par la branche. Il serait, en outre, porté par l'expansion de la production d'or, favorisée par le dynamisme de l'exploitation des mines dans le sud-est du pays.

Le retour de la croissance dans la production de phosphate devrait, par ailleurs, se traduire par l'amélioration de la production d'acide phosphorique. Par conséquent, la fabrication de produits chimiques, en ralentissement en 2013, devrait se revigorer en 2014 avec une progression de 4%.

Dans le sous-secteur des corps gras alimentaires, l'activité devrait se conforter de 2% sous l'effet de la relance de la production d'huile raffinée mais également du renforcement de la production arachidière.

Concernant la fabrication de sucre, marquée par un repli en 2013, elle devrait renouer avec la croissance en 2014 avec une progression de 2,5%, en liaison notamment avec l'amélioration des conditions du marché et la poursuite de la mise en œuvre du programme visant l'autosuffisance en sucre à l'horizon 2015.

Dans le raffinage de pétrole, l'activité bénéficierait du cadre interne plus porteur marqué notamment par un élan de redressement dans l'industrie. Ainsi, avec l'augmentation de la demande, le sous-secteur devrait progresser de 3% contre un repli de 10,7% prévu en 2013.

Le sous-secteur de la fabrication de matériaux de construction, pour sa part, profiterait de la relance de l'économie malienne ainsi que de la vigueur des activités de construction au plan national à la faveur des grands travaux de l'Etat. Au total, il connaîtrait une reprise avec une progression de 4% en 2014 (contre un repli de 5,2% en 2013).

S'agissant de l'énergie, la réhabilitation des centrales de SENELEC ainsi que les investissements prévus au titre de l'extension des centrales de Bel Air et Kahone maintiendraient le sous-secteur sur le sentier du redressement. Ainsi, l'activité est projetée en hausse de 5,4% en 2014 contre 4% en 2013.

Le sous-secteur de la construction, pour sa part, profiterait consécutivement à 2013 de la bonne exécution des importants chantiers de l'Etat notamment dans le volet de la lutte contre les inondations. Il tirerait également avantage du regain de dynamisme attendu dans la construction à usage d'habitation. Globalement, le sous-secteur devrait s'inscrire en hausse de 6,4% contre 6% en 2013.

L'accélération de la croissance dans le secteur secondaire devrait, par ailleurs, s'appuyer sur la fabrication de produits alimentaires céréaliers prévue en hausse de 5% en 2014 (contre 3,4% en 2013) de même que sur la transformation et conservation de viande et poisson projetée en amélioration de 4,2% (contre 10% et -15,1% respectivement en 2013 et 2012), sous l'impulsion notamment de la bonne tenue des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage respectivement.

Dans le secteur tertiaire, l'activité devrait être soutenue, entre autres, par le dynamisme des activités de transport, de postes et télécommunications, des services d'hébergement et de restauration et des services financiers. Au total, il est attendu en 2014, une hausse de 4,5% dans le secteur tertiaire, soit au même rythme qu'en 2013.

Les services de transport sont projetés en hausse de 6,5% en 2014 (contre 10% en 2013), sous l'hypothèse de la poursuite du renforcement de la concurrence dans le transport aérien mais également

de la vigueur des activités de transport terrestre. Celles-ci devraient être stimulées par les bons résultats escomptés dans le sous-secteur agricole en 2013.

S'agissant du sous-secteur des postes et télécommunications marqué par la montée en puissance de la concurrence, notamment dans la téléphonie et l'internet mobile, il devrait maintenir son dynamisme avec une progression de 6,5% en 2014 contre 7,9% en 2013.

Au niveau des services financiers, l'activité serait favorisée par le contexte de relance de l'activité économique. Dès lors, les prévisions tablent sur un accroissement de 5,7% en 2014 (contre +6,1% en 2013). Les services d'hébergement et de restauration, pour leur part, se conforteraient de 4% portés notamment par le redressement escompté des économies de la zone Euro.

Les services seraient, par ailleurs, confortés par l'amélioration de la croissance dans les sous-secteurs de la santé et de l'action sociale, du commerce et des activités immobilières projetés en hausse respectivement de 4%, 3,8% et 3%.

1.2.2. Les Emplois du PIB

En 2014, la **consommation finale** est projetée en hausse de 3,3% contre une progression de 3,2% en 2013. Elle devrait ainsi représenter 91,4% du PIB contre 91,9% en 2013, traduisant ainsi un raffermissement du taux d'épargne intérieure qui devrait passer de 8,1% à 8,6% en 2014.

L'investissement, mesuré par la **formation brute de capital fixe** (FBCF), devrait, pour sa part, croître de 5,9% contre 5,6% en 2013, tiré aussi bien par les investissements privés (+6%) que publics (+5,7%). L'investissement public tirerait avantage de la poursuite des travaux prévus dans le cadre du MCA et de la mise en œuvre de la SNDES. En conséquence, le taux d'investissement est projeté à 24,9% du PIB en 2014 contre 24,1% en 2013.

Au total, la **demande intérieure** devrait se conforter en termes réels de 3,9% contre une 3,7% en 2013, sous l'effet de l'investissement.

S'agissant de la **demande extérieure**, elle devrait être marquée en 2014 par une hausse de 5% des exportations de biens et services et de 3,5% des importations.

1.2.3. Inflation

L'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,7% en 2014 contre une estimation de 1,4% en 2013. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs primaire (2,2% contre 1,9% en 2013) et secondaire (2,6% contre -1,2% en 2013).

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. Exercice budgétaire en 2013

Après des niveaux de 6,7% du PIB en 2011 et 5,8% en 2012, le déficit du solde budgétaire devrait être ramené à 5,4% du PIB en 2013. Cette amélioration de 0,4 point de PIB résulterait de l'accroissement modéré des ressources budgétaires conjugué à la hausse prudente des dépenses publiques dans un contexte marqué par la première année de mise en oeuvre de la réforme fiscale ainsi que par les mesures de rationalisation progressive des dépenses publiques. En effet, les ressources globales (recettes budgétaires, FSE et dons) sont projetées à 1769,6 milliards et les dépenses totales et prêts nets à 2175,9 milliards en 2013, soit en hausse respectivement de 5,9% et 4,1%.

2.1.1. Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires hors FSE devraient s'accroître de 7,4%, passant de 1423,2 milliards en 2012 à 1527,6 milliards en 2013. Cette augmentation est imputable à la progression de 6% attendue sur les recettes fiscales ainsi que de l'augmentation des recettes non fiscales qui bénéficient du versement de 27 milliards reçus de DPWorld et de SUNEOR. La hausse des recettes fiscales reflète la bonne tenue des droits de douane atténuée, toutefois, par la baisse des recouvrements de l'impôt sur le revenu (baisse du taux de l'IR) et la faible performance de la TVA intérieure suite à la mise en oeuvre de la réforme fiscale.

Les recettes fiscales sont projetées en hausse de 81 milliards, soit à 1433 milliards en 2013. Cette hausse reflète les performances enregistrées au titre des recouvrements au cordon douanier ; ces derniers sont projetés à 549,9 milliards contre 478,3 milliards l'année précédente, soit une hausse de 15%, tirée principalement par la TVA à l'import et les droits de porte qui devraient enregistrer des hausses respectives de 18,5% et 9,8% pour s'établir à 335,5 milliards et 214,6 milliards en 2013.

Quant aux taxes sur biens et services intérieures (hors TVA de porte), elles sont projetées à 431,3 milliards en 2013 contre 393,3 milliards en 2012, soit une hausse de 9,7% imputable à la taxe sur les activités financières (TAF) et à la TVA intérieure hors pétrole. Le recouvrement de la TAF est attendu à 47,7 milliards contre 39,1 milliards, soit une progression de 14% favorisée par les actions de redressement mises en oeuvre. La TVA intérieure hors pétrole, pour sa part, est attendue à 250,6 milliards, soit une progression de 5,2% en liaison avec la diminution progressive des crédits de TVA.

Les impôts directs, évalués à 282,9 milliards, devraient s'inscrire en repli de 15,2 milliards, sous l'effet de la baisse de l'impôt sur le revenu. En effet, le recouvrement de cette taxe est projeté à 205,8 milliards contre une réalisation de 238,1 milliards un an auparavant, soit un repli de 32,3 milliards (-13,6%). Cette contraction est imputable essentiellement à la baisse du taux de l'impôt sur le revenu dans le cadre de l'application du nouveau Code général des Impôts (CGI). Toutefois, cette baisse

devrait être atténuée par la bonne tenue de l'impôt sur les sociétés qui devrait enregistrer une augmentation de 13,6 milliards (+11,9%), à la faveur du relèvement du taux de 25% à 30%.

S'agissant des recettes pétrolières, elles sont projetées globalement à 219,1 milliards en 2013 contre 201 milliards en 2012, soit une amélioration de 18,1 milliards ; celle-ci provient essentiellement des recettes escomptées de la TVA à l'import sur le pétrole pour un montant de 113,4 milliards contre une réalisation de 92,9 milliards en 2012. Les autres taxes sur le pétrole ont enregistré des évolutions modérées ; il s'agit notamment de la taxe spécifique sur le pétrole et des droits de porte sur le pétrole qui devraient progresser respectivement de 0,6 et 0,8 milliard pour s'établir à 54,4 milliards et 22,2 milliards.

Au total, **la pression fiscale devrait ressortir à 19,1% en 2013** contre 18,6% l'année précédente, soit une amélioration de 0,5 point de pourcentage de PIB. Elle demeure, ainsi, au dessus du plancher communautaire fixé à 17%, reflétant essentiellement la modernisation des services de recouvrement ainsi que l'élargissement de la base taxable en liaison avec la réforme du CGI.

Concernant les recettes non fiscales, elles sont projetées à 94,7 milliards contre 71,5 milliards en 2012, soit une progression de 33,4% imputable au versement de 27 milliards de DPWorld et de SUNEOR. Cette hausse a été atténuée par la suppression de la redevance sur les appels téléphoniques entrants.

2.1.1. Les dons

Au titre de l'année 2013, les dons sont globalement attendus à 207 milliards (dont 38 milliards de dons budgétaires et 169 milliards de dons en capital) contre 206,3 milliards un an auparavant, soit un léger accroissement de 0,3%. Celui-ci reflète la hausse des dons en capital attendue à 14,7 milliards, laquelle atténuerait la baisse de 14 milliards projetée sur les dons budgétaires. Les dons budgétaires proviennent essentiellement des partenaires traditionnels à savoir le Canada, l'Union Européenne, l'Arabie Saoudite et l'Espagne.

2.1.3. Les dépenses publiques

Au titre de l'année 2013, les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 2175,9 milliards contre 2090 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 85,9 milliards (4,1%). Cette hausse est imputable aux dépenses de fonctionnement et d'investissement.

En effet, les dépenses courantes globales sont projetées à 1317,1 milliards contre 1257 milliards en 2012, soit une hausse de 60,1 milliards (+4,8%) en liaison avec les dépenses de fonctionnement et les charges d'intérêt sur la dette publique extérieure.

Au titre des dépenses de fonctionnement, celles de "fournitures et entretien" devraient enregistrer une hausse de 60,8 milliards (+19%) tandis que les "transferts et subventions" se replieraient de 6,7 milliards (-1,9%), à la faveur notamment de la baisse des compensations vis-à-vis de la SENELEC (80 milliards en 2013 contre 99 milliards en 2012).

Les charges d'intérêts sur la dette publique sont prévues à 117,6 milliards, soit en progression de 8,9% par rapport à 2012. Cette augmentation est le fait notamment des intérêts sur la dette extérieure qui sont projetés à 59,6 milliards contre 52 milliards en 2012, soit une hausse de 14,6% imputable au recours progressif aux interventions sur le marché financier sous-régional. Dans une moindre mesure, les intérêts sur la dette intérieure devraient progresser de 2 milliards passant de 56 milliards à 58 milliards entre 2012 et 2013. Cette situation est notamment favorisée par la prédominance progressive des instruments de long terme par rapport à ceux de court terme.

Les dépenses de personnel, pour leur part, devraient évoluer légèrement de 1,8% pour s'établir à 470 milliards à fin 2013 contre 462 milliards en 2012. Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, évalué à 32,8% en 2013 contre 34,1% en 2012, resterait en dessous du plafond communautaire fixé à 35%.

S'agissant des dépenses d'investissement globales, elles sont projetées à 858,8 milliards contre 813,7 milliards l'année précédente, soit une hausse de 45,1 milliards (+5,5%). Cette progression est tirée aussi bien par les dépenses d'investissement sur ressources extérieures que celles sur ressources internes. En effet, les dépenses sur ressources intérieures sont projetées à 522 milliards, soit en hausse de 30,5 milliards (+6,2%). Ils constitueraient ainsi 60,8% des dépenses d'investissement. Au total, le ratio des dépenses en capital financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'établirait à 36,4% en 2013, soit au dessus du plancher communautaire fixé à 20%.

Pour ce qui est des prêts nets, ils devraient ressortir à l'équilibre, traduisant l'égalité entre les prêts rétrocédés (13 milliards) et les remboursements.

2.1.3. Le Financement

Au titre de l'année 2013, le financement net du déficit budgétaire devrait provenir à la fois du financement extérieur, projeté à 286 milliards, ainsi que du financement intérieur, lequel devrait se traduire par un engagement net de 120,3 milliards.

En effet, le financement extérieur net est prévu à 286 milliards en 2013 contre 435,9 milliards en 2012. Il est composé de tirages sur les prêts, de l'amortissement de la dette, des recours au marché financier

ainsi que des emprunts non concessionnels. Pour ce qui est des tirages, ils sont effectués sur les prêts projets pour un montant de 168 milliards et sur les prêts programmes à hauteur de 53 milliards reçus de la Banque mondiale, de l'AFD et de la BAD. Quant à l'amortissement de la dette extérieure, il est projeté à 70 milliards. Au niveau du marché financier sous-régional, un montant net de 8 milliards devrait être mobilisé. S'agissant des emprunts non concessionnels, un montant de 127 milliards devrait être mobilisé en 2013.

Concernant le financement intérieur net, il est projeté à 120,3 milliards dont 138 milliards de financement bancaire net. Ce montant prend en compte la mobilisation des titres publics ainsi que le remboursement des prêts antérieurs du FMI qui arrivent à échéance à compter de 2013.

2.1.4. La dette publique

L'encours de la dette publique totale passerait de 3076 milliards en 2012 à 3499 milliards à fin 2013, soit un accroissement de 13,8%. Il représenterait, ainsi, 46,7% du PIB contre 42,9% un an auparavant, soit une progression de 3,8 points de pourcentage. Il demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA. Il est composé de 2428 milliards (soit 32,4% du PIB) au titre de la dette extérieure et de 1071 milliards (14,3% du PIB) portant sur la dette intérieure.

Quant au service de la dette publique extérieure en 2013, il devrait représenter respectivement à 9,8% des recettes budgétaires et 8,3% des exportations de biens et services, contre des plafonds de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

Pour sa part, le service de la dette publique totale, projetée à 440,85 milliards, représenterait 28,9% des recettes budgétaires et 24,3% des exportations de biens et services.

2.2. Perspectives budgétaires en 2014

En 2014, la gestion budgétaire continuera de s'inscrire dans la poursuite d'une politique prudente en matière de finances publiques et d'endettement afin de préserver la stabilité macroéconomique. Elle devrait permettre également une meilleure prise en charge des grandes priorités dégagées par les autorités, en ligne avec la SNDES. En termes de ressources, l'année 2014 devrait davantage bénéficier de la deuxième année de mise en œuvre de la réforme fiscale ; l'année 2013 ayant été marquée par la vulgarisation et l'appropriation du nouveau Code Général des Impôts. Au titre des dépenses, la politique de rationalisation initiée par le Gouvernement sera poursuivie et renforcée en vue notamment de préserver la viabilité des finances publiques. Globalement, le déficit budgétaire dans son ensemble est projeté à 396,2 milliards (soit 4,9% du PIB) en 2014 contre 406,3 milliards (5,4% du PIB) en 2013, soit en amélioration de 0,5 point de PIB.

2.2.1. Les recettes budgétaires en 2014

Les ressources internes devraient passer de 1769,6 milliards en 2013 à 1891 milliards programmés en 2014, soit une hausse de 6,9%. Les recettes budgétaires et les ressources du FSE sont attendues respectivement à 1633 milliards et 35 milliards. Les dons, pour leur part, devraient être mobilisés pour un montant de 223 milliards.

Les recettes budgétaires, composées des recettes fiscales (1561 milliards) et des recettes non fiscales (72 milliards), sont globalement projetées en hausse de 6,9%. Cette augmentation est imputable à la progression de 8,9% prévue au titre des recettes fiscales. Cette hausse devrait être atténuée par la baisse de 22,6 milliards projetée au titre des recettes non fiscales .

Les recettes fiscales sont attendues pour l'année 2014 à 1561 milliards contre 1433 milliards en 2013, soit une hausse 8,9%. Cet accroissement devrait être porté notamment par le bon comportement des droits de douane, et dans une moindre mesure de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés. S'agissant des droits de douane, ils sont prévus à 605 milliards en 2014 contre 549,9 milliards en 2013, soit une progression attendue à 55,1 milliards (+10%) à la faveur aussi bien de la TVA à l'importation que des droits de porte projetés respectivement à 368,6 milliards et 236,4 milliards en 2014.

Au titre des impôts directs, le recouvrement est programmé à 438,3 milliards contre 383,9 milliards, soit un accroissement de 14,2% qui serait impulsé par l'impôt sur le revenu (IR) et l'impôt sur les sociétés (IS), dans une moindre mesure. L'IR et l'IS sont projetés respectivement à 257,8 milliards⁴ et 133,4 milliards, soit en hausse de 25,3% et 4,6%. L'IR bénéficierait de l'élargissement de l'assiette fiscale conjugué à la bonne mise en application de l'acompte sur les importations.

Au niveau des impôts indirects, les taxes sur biens et services intérieurs (hors TVA de porte) sont attendues à 442,1 milliards, soit en progression de 2,5%. Cette hausse modérée reflète la reprise escomptée sur la TVA intérieure hors pétrole ainsi que la taxe spécifique hors pétrole. Ces deux rubriques sont projetées respectivement à 262,4 milliards et 47,1 milliards, soit en augmentation de 4,7% et 5,8%. La TVA intérieure tirerait profit de la réduction progressive des crédits de TVA observé depuis 2013 ainsi que l'effet positif attendu à terme de la réforme sur la TVA précomptée.

Quant aux droits d'enregistrements (y compris impôt sur la propriété) et de timbre, ils devraient progresser globalement de 5,5 milliards (+10,3%) pour se situer à 58,8 Mds contre 53,3 milliards l'année précédente. Ils sont constitués respectivement des impôts sur le patrimoine (21,6 milliards), des droits d'enregistrement autre que l'impôt sur le patrimoine (16 milliards) et des droits de timbre (pour 21,6 milliards dont 5 milliards au titre des droits de visa)

⁴ Le montant de l'IR prend en compte les retenues à la source CCAP (25,1 Mds), l'acompte sur les importations (7,2 Mds), la Contribution globale foncière (0,5 Md) et la Contribution globale unique (0,5 Md).

Pour ce qui concerne particulièrement les recettes sur les produits pétroliers, leur recouvrement global est attendu à 230,9 milliards en 2014 contre 219,1 milliards en 2013, soit une progression de 5,4% qui serait liée à la taxe spécifique sur le pétrole et aux droits de porte. Ces derniers s'amélioreraient respectivement de 7,6 milliards et 2,6 milliards pour atteindre 62 milliards et 24,8 milliards en 2014.

La pression fiscale au titre de 2014 est, ainsi, projetée à 19,5% du PIB en 2014 contre 19,1% projeté en 2013. Elle demeurerait, dès lors, au-dessus du plancher communautaire fixé à 17%.

Les recettes non fiscales sont, pour leur part, programmées à 72 milliards contre 94,6 milliards en 2013, soit un retrait de 22,6 milliards qui s'explique essentiellement par la prise en compte, dans les recettes non fiscales, du versement de 27 milliards de DPworld et de la SUNEOR au titre de l'année 2013. Les produits financiers, programmés à 56,8 milliards, sont répartis en dividendes pour 41,4 milliards, en commissions de transferts hors UEMOA pour un montant de 13,4 milliards et en intérêts créditeurs pour un montant de 2 milliards.

2.2.2. Les dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets sont arrêtés à 2287,2 milliards contre 2175,9 milliards en 2013, soit un accroissement de 111 milliards (+5,1%). Cette progression résulterait essentiellement du bon niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources internes ainsi que de l'augmentation des charges d'intérêt sur la dette et des dépenses de personnel.

Les dépenses en capital sont programmées à 941,2 milliards contre 858,8 milliards en 2013, soit une hausse de 82,4 milliards (+9,6%) attribuable notamment aux investissements financés sur ressources internes. Ces derniers devraient enregistrer une augmentation de 54,6 milliards (+10,5%) pour se chiffrer à 576,6 milliards à fin 2014. Le ratio "dépenses en capital sur ressources internes rapportées les recettes fiscales" s'établirait ainsi à 36,9% contre 36,4% en 2013, soit largement au-dessus du plancher communautaire fixé à 20%, traduisant, dès lors, la volonté affichée par les autorités de consacrer une bonne partie des ressources budgétaires à l'investissement. En 2014, les dépenses en capital sur ressources internes représenteraient 61,3% de l'investissement public global.

Quant aux dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles sont arrêtées à 364,6 milliards en 2014 contre 337 milliards en 2013, soit en progression de 8,3%.

Les dépenses courantes sont, pour leur part, prévues à 1346 milliards en 2014 contre 1317,1 milliards pour l'année 2013, soit une hausse de 2,2%. Elles comporteraient des dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes) pour 724 milliards (dont 35 milliards au titre du FSE), des

dépenses de personnel pour 492 milliards et des charges d'intérêt sur la dette publique pour 130 milliards.

En ce qui concerne les dépenses de personnel prévues à 492 milliards, elles se conforteraient de 4,3% par rapport à 2013. Par conséquent, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales devrait ressortir à 31,5% contre 32,8% en 2013, demeurant ainsi en dessous du plafond de 35% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale.

Concernant les autres dépenses courantes, elles diminueraient légèrement de 0,8% pour s'établir à 724 milliards en 2014. Elles sont constituées des dépenses en "fournitures et entretien" pour 388 milliards et des "transferts et subventions" pour un montant de 336 milliards.

2.2.3. Le Financement

Le financement du déficit budgétaire au titre de l'année 2014 devrait s'appuyer sur le recours aux financements extérieurs mais également sur le marché financier sous régional.

Le financement extérieur net ressortirait à 367 milliards. Il serait constitué des tirages sur prêts projets pour 184 milliards, des tirages de trésorerie pour 53 milliards, des emprunts non concessionnels pour 300 milliards (dont l'émission programmée d'un Eurobond de 500 millions de dollars), de l'amortissement de la dette extérieure pour 191 milliards, dont 100 milliards au titre du rachat d'une partie de la dette émise une année auparavant. Vis-à-vis du marché régional des titres, le montant net est attendu à 21 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur net, il est projeté à 29,2 milliards en 2014, dont 26,8 milliards pour le financement bancaire et 2,4 milliards pour le financement non bancaire. Les émissions de titres publics sont projetés pour un montant d'environ 340,7 milliards.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. Estimation de la balance des paiements pour l'année 2013

En 2013, les échanges extérieurs font ressortir un solde global excédentaire de 35,7 milliards contre un déficit de 51,1 milliards en 2012. Cette amélioration traduit à la fois celle du compte courant et du compte de capital et d'opérations financières.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des **transactions courantes** est estimé à 702,0 milliards (9,4% du PIB) en 2013 contre 742,2 milliards (10,4% du PIB) en 2012, soit une amélioration d'un point de pourcentage. Cette situation reflète l'amélioration du solde commercial (+22,1 milliards) et des services et revenus nets (+28 milliards), atténuée par le léger repli des transferts publics (-22,4 milliards). A cet égard, il y a

lieu de noter que le Sénégal avait reçu en 2012 d'importants appuis budgétaires notamment du Royaume d'Arabie Saoudite. .

En effet, la **balance des biens** ressort en déficit de 1 487,0 milliards en 2013 contre 1509,1 milliards en 2012, soit une amélioration de 22,1 milliards, liée à la hausse plus marquée des exportations (+113,1 milliards) que celle des importations (+91,0 milliards). Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations de biens est passé de 47% en 2012 à 49,4% en 2013, soit une amélioration de 2,4 points de pourcentage entre les deux années.

Concernant le solde des **services et revenus**, il s'est amélioré de 28,0 milliards passant d'un déficit de 181 milliards en 2012 à un solde négatif 153,0 milliards en 2013. Cette situation est le fait de la balance des services dont le déficit s'est atténué de 11 milliards, en dépit de la nette dégradation du poste « fret et assurance » (-22,4 milliards).

Les **transferts courants nets**, ressortent en baisse de 9,8 milliards en 2013, se chiffrant à 938,0 milliards. Cette contraction serait le fait essentiellement du repli de 22,4 milliards des transferts courants publics ; les transferts courants privés n'ayant augmenté que de 12,6 milliards entre les deux années.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** est estimé en 2013 en excédent de 737,7 milliards contre 691,1 milliards en 2012, soit une amélioration de 46,6 milliards imputable au compte d'opérations financières (+58 milliards).

Le solde du compte des opérations financières est projeté à 553,2 milliards en 2013 contre 495,2 milliards une année auparavant, soit une amélioration de 58 milliards attribuable au renforcement des capitaux privés net de 186,4 milliards atténué par le repli de 128,4 milliards des capitaux publics nets.

Le solde du compte de capital est, pour sa part, ressorti à 184,5 milliards en 2013 contre 195,9 milliards en 2012, sous l'effet notamment de la diminution des acquisitions et cessions d'actifs non produits, qui passeraient de 39,5 milliards à 11,0 milliards sur la période. Cette situation s'explique principalement par l'appui exceptionnel de 25 milliards en 2012 du système des Nations Unies en faveur du monde rural suite à la mauvaise campagne agricole de 2011

3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2014

En 2014, la situation des échanges avec le reste du monde devrait être marquée **par une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (8,9% du PIB contre 9,4% en 2013)**

ainsi que par l'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le déficit de la balance des paiements devrait s'établir à 38,8 milliards, soit en amélioration de 3,1 milliards par rapport à 2013.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **déficit du compte courant** est projeté à 713 milliards en 2014 contre 702 milliards en 2013, traduisant ainsi une dégradation de 11 milliards imputable essentiellement aux services et revenus nets.

Le **déficit de la balance commerciale** devrait s'établir à 1 551 milliards en 2014 contre 1 487 milliards en 2013, soit une dégradation de 64 milliards en liaison avec la progression plus rapide des importations (+111 milliards) comparativement au rythme d'évolution des exportations de biens (+47 milliards). Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations s'améliorerait en passant de 49,4% en 2013 à 49,1% en 2014.

Concernant la **balance des services et revenus nets**, son déficit se dégraderait de 9 milliards entre 2013 et 2014.

Pour ce qui est des **transferts courants nets**, ils s'établiraient à 1 000 milliards en 2014 après 938 milliards en 2013, soit une amélioration de 62 milliards à la faveur essentiellement de la bonne tenue attendue des transferts privés nets (+80,6 milliards), principalement des envois de fonds des migrants.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** dégagerait un excédent de 751,8 milliards en 2014 contre 737,7 milliards en 2013, soit un relèvement de 14,1 milliards, attribuable essentiellement à l'accroissement du solde des opérations financières (+12,6 milliards).

En effet, l'excédent du compte des opérations financières s'établirait à 565,8 milliards en 2014 contre 553,2 milliards en 2013, à la faveur principalement de l'émission de l'eurobond programmé pour un montant de 500 millions de dollars (247 milliards de FCFA). L'excédent du compte de capital devrait, également, s'améliorer de 1,5 milliard en liaison avec les transferts nets en capital (+12,5 milliards).

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. Evolution de la situation monétaire en 2013

La situation des institutions monétaires entre 2012 et 2013 est marquée par une amélioration de 35,7 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 5,4% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 10,5%.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 915,2 milliards en 2013 contre 879,5 milliards en 2012, soit un repli de 35,7 milliards reflétant l'amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCEAO.

4.1.2. Le crédit intérieur

En 2013, l'encours du crédit intérieur est estimé à 2362 milliards contre 2 241,8 milliards en 2012, soit une hausse de 120,2 milliards traduisant la progression des crédits à l'économie (+131,2 milliards) légèrement atténuée par le repli de 11 milliards de la Position Nette du Gouvernement.

Au total, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 30,4% en 2013 contre 29,9% un an auparavant, soit un gain de 0,5 point de pourcentage.

4.1.3. La masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 10,5% en 2013 contre une progression de 6,5% en 2012. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait par un renforcement aussi bien des dépôts bancaires que de la circulation fiduciaire. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 40,4% en 2012 à 42,7% en 2013, soit une hausse de 2,4 points de pourcentage.

4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2014

La situation monétaire devrait être marquée, en 2014, par une augmentation de 38,8 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 16,7% et une expansion de 9% de la masse monétaire.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 954 milliards en 2014 contre 915,2 milliards en 2013. Ce regain serait essentiellement le fait de la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets se bonifieraient de 38,8 milliards.

4.2.2. Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur est projeté à 2.755,7 milliards en 2014 contre 2.362 milliards en 2013, soit une hausse de 393,7 milliards. Ce renforcement devrait être porté autant par les crédits à l'économie (+333,5 milliards) que par la PNG (+60 milliards). Ainsi, le financement bancaire de

l'économie devrait se situer à 32,6%, soit un renforcement de 2,2 en points de pourcentage par rapport à 2013.

4.2.3. La masse monétaire

La masse monétaire devrait s'établir à 3.485,6 milliards en 2014, contre 3.197,6 milliards en 2013, soit une hausse de 9%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts dans les banques qui ressortiraient à 2.817,8 milliards en 2014 ainsi que par une hausse de la circulation fiduciaire de 22,1 milliards. Le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 43,6% contre 42,7% en 2013, soit en amélioration de 0,8 point de pourcentage.

Le principal risque extérieur qui pèse sur les projections macroéconomiques est la possibilité d'un ralentissement plus fort qu'attendu de la croissance dans les pays émergents et d'une poursuite du durcissement des conditions financières sur les marchés internationaux.

Au plan interne, les principaux risques concernent le secteur de l'énergie avec les effets négatifs qu'engendreraient les retards dans la mise en œuvre du plan de restructuration du secteur. A cela s'ajoutent les aléas climatiques face auxquels l'agriculture reste très vulnérable. Des risques découlant des différents fronts sociaux notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'assainissement, pourraient également affecter directement le budget.

ANNEXES

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

En milliards de FCFA (à prix constants 1999)	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
	est.	prov.	proj	proj	proj
Secteur primaire	704,7	602,7	660,4	704,9	747,6
010 020 agriculture	406,6	293,7	344,9	373,7	403,9
010 agriculture vivrière	262,1	214,2	251,0	269,8	291,0
020 agriculture industrielle ou d'exportation	144,5	79,4	93,9	103,9	112,9
030 élevage et chasse	205,4	212,8	215,0	225,7	234,7
040 sylviculture, exploitation forestière,	30,6	32,0	33,0	34,0	35,0
050 pêche	62,0	64,4	67,5	71,5	74,0
Secteur secondaire	984,2	1048,5	1057,9	1077,3	1124,9
060 activités extractives	54,3	58,8	57,8	56,4	58,6
080 fabrication de corps gras alimentaires	6,6	6,0	5,5	5,2	5,3
999 autres industries	591,8	634,8	636,4	638,6	661,1
070 Transformation et conservation de viande, poisson	127,4	135,6	115,1	126,7	132,0
090 travail de grains, fabrication de produits	17,4	19,1	17,3	18,7	19,2
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	25,5	29,5	30,4	31,4	33,0
110 fabrication de sucre, transformation	20,6	18,9	22,5	19,2	19,7
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	22,3	22,6	22,1	19,4	19,8
130 fabrication de boissons	17,1	17,8	18,5	17,0	17,2
140 fabrication de produits à base de tabac	8,7	9,4	8,7	8,8	9,0
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	52,8	55,8	61,0	55,9	57,1
160 fabrication du cuir; fabrication	6,5	7,4	7,5	8,2	8,5
170 travail du bois et fabrication d'articles	25,5	26,8	29,2	30,8	32,3
180 fabrication de papier, carton,	27,5	29,1	31,2	33,0	34,6
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	10,8	12,8	13,7	12,3	12,6
200 fabrication de produits chimiques	58,7	65,6	68,0	68,8	71,6
210 fabrication de produits en caoutchouc	18,0	18,6	19,7	19,4	20,0
220 fabrication de verre, poterie et matériaux de construction	65,0	74,6	74,5	70,6	73,4
230 métallurgie, fonderie, fabrication	28,4	29,5	31,2	30,6	31,5
240 fabrication de machines	3,3	3,5	3,8	3,5	3,5
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de matériels de transports	4,2	3,8	3,8	3,5	3,5
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	52,1	54,3	58,2	60,8	62,6
280 électricité, gaz et eau	121,2	118,8	132,7	138,0	145,5
290 construction	210,3	230,2	225,6	239,1	254,4
Secteur tertiaire	2387,3	2484,8	2577,8	2694,0	2816,4
300 commerce	775,4	803,2	826,5	851,3	883,7
330 340 transports, postes et télécommunications	662,4	692,7	714,9	775,2	825,6
330 transports	175,5	191,5	180,0	198,0	210,9
340 postes et télécommunications	486,9	501,2	534,9	577,2	614,7
390 éducation et formation	168,0	172,6	182,0	189,2	195,9
400 activités de santé et action sociale	85,5	87,9	95,4	99,5	103,5
999 Autres services	696,2	728,4	759,0	778,8	807,8
310 services de la réparation	33,8	35,3	36,9	38,1	39,3
320 services d'hébergement et restauration	34,2	35,2	34,2	35,2	36,6
350 services financiers	167,0	189,0	213,2	226,3	239,1
360 activités immobilières	250,2	259,5	267,0	265,7	273,6
370 activités des services aux entreprises	229,9	241,8	253,4	264,8	275,4
410 activités à caractère collectif ou personnel	91,6	92,3	95,1	98,1	101,6
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-110,7	-124,8	-140,7	-149,3	-157,8
Administration publique	809,8	850,9	863,2	891,9	924,5
380 Activités d'administration publique	270,7	281,0	299,0	308,0	317,2
Taxes nettes sur biens et services	539,1	569,9	564,2	583,9	607,3
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (aux prix du marché)	4 886,0	4 987,0	5 159,2	5 368,1	5 613,4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	4 346,9	4 417,1	4 595,0	4 784,1	5 006,1
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	4 479,4	4 693,4	4 814,3	4 994,4	5 209,5
Production de biens et services	8 293,1	8 597,7	8 857,3	9 171,1	9 596,0
Importations de biens et services	1 558,7	1 544,7	1 621,9	1 686,8	1 745,8
Taxes nettes sur les produits	539,9	569,9	564,2	583,9	607,3
TOTAL DES RESSOURCES	10 391,6	10 712,3	11 043,4	11 441,8	11 949,1
Consommations intermédiaires	3 970,8	4 180,6	4 262,3	4 387,0	4 589,9
Consommation finale	4 453,6	4 383,1	4 479,9	4 621,9	4 776,3
publique	609,2	634,8	675,4	695,7	716,6
privée	3 844,4	3 748,3	3 804,5	3 926,2	4 059,7
Formation brute de capital fixe	1 197,8	1 224,5	1 282,4	1 353,7	1 433,8
publique	360,2	353,3	385,1	407,1	430,4
privée	837,6	871,1	897,3	946,6	1 003,4
Variation de stocks	-359,0	-155,8	-109,8	-83,2	-71,5
Exportations de biens et services	1 128,5	1 079,9	1 128,5	1 162,4	1 220,5
TOTAL DES EMPLOIS	10 391,6	10 712,3	11 043,4	11 441,8	11 949,1

-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

Variation en % (croissance en volume)	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
	est.	prov.	proj	proj	proj
Secteur primaire	5,8%	-14,5%	9,6%	6,7%	6,1%
010 020 agriculture	4,9%	-27,8%	17,4%	8,4%	8,1%
010 agriculture vivriere	-1,6%	-18,3%	17,2%	7,5%	7,9%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	19,2%	-45,1%	18,2%	10,7%	8,6%
030 élevage et chasse	8,9%	3,6%	1,0%	5,0%	4,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	5,4%	4,3%	3,3%	3,0%	3,0%
050 pêche	2,1%	3,8%	4,9%	5,9%	3,5%
Secteur secondaire	4,6%	6,5%	0,9%	1,8%	4,4%
060 activités extractives	6,7%	8,2%	-1,7%	-2,4%	4,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	3,3%	-8,9%	-9,1%	-5,4%	2,0%
999 autres industries	3,8%	7,3%	0,3%	0,3%	3,5%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	-6,7%	6,4%	-15,1%	10,0%	4,2%
090 travail de grains, fabrication de produits	4,4%	9,5%	-9,5%	8,0%	3,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	5,4%	16,0%	3,0%	3,4%	5,0%
110 fabrication de sucre, transformation	-1,3%	-7,8%	18,6%	-14,4%	2,5%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	3,8%	1,6%	-2,3%	-12,3%	2,0%
130 fabrication de boissons	6,4%	3,8%	4,1%	-8,0%	1,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	-0,7%	7,7%	-7,4%	1,8%	2,1%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	0,9%	5,7%	9,3%	-8,3%	2,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	7,3%	14,7%	0,9%	9,0%	3,5%
170 travail du bois et fabrication d'articles	2,4%	5,0%	8,7%	5,6%	5,0%
180 fabrication de papier, carton,	1,5%	5,8%	7,1%	5,8%	4,7%
190 raffinage pétrole, cokefaction,	-2,4%	18,8%	7,0%	-10,7%	3,0%
200 fabrication de produits chimiques	14,7%	11,8%	3,8%	1,2%	4,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	9,3%	3,1%	6,2%	-1,6%	3,0%
220 fabrication de verre, poterie	21,7%	14,9%	-0,2%	-5,2%	4,0%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	8,6%	3,6%	5,8%	-1,8%	3,0%
240 fabrication de machines	2,6%	5,1%	8,8%	-8,6%	1,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils					
260 construction de matériels de transports	10,6%	-8,3%	-1,2%	-7,7%	0,9%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	4,2%	4,3%	7,2%	4,4%	3,0%
280 électricité, gaz et eau	7,3%	-2,0%	11,7%	4,0%	5,4%
290 construction	4,7%	9,4%	-2,0%	6,0%	6,4%
Secteur tertiaire	4,3%	4,1%	3,7%	4,5%	4,5%
300 commerce	1,8%	3,6%	2,9%	3,0%	3,8%
330 340 transports, postes et télécommunications	7,2%	4,6%	3,2%	8,4%	6,5%
330 transports	6,3%	9,1%	-6,0%	10,0%	6,5%
340 postes et télécommunications	7,5%	2,9%	6,7%	7,9%	6,5%
390 éducation et formation	1,2%	2,8%	5,4%	4,0%	3,5%
400 activités de santé et action sociale	2,6%	2,9%	8,5%	4,3%	4,0%
999 Autres services	5,5%	4,6%	4,2%	2,6%	3,7%
310 services de la réparation	0,9%	4,4%	4,5%	3,3%	3,0%
320 services d'hébergement et restauration	6,8%	2,9%	-3,0%	3,1%	4,0%
350 services financiers	8,8%	13,2%	12,8%	6,1%	5,7%
360 activités immobilières	2,9%	3,7%	2,9%	-0,5%	3,0%
370 activités des services aux entreprises	5,9%	5,1%	4,8%	4,5%	4,0%
410 activités à caractère collectif ou personnel	2,9%	0,7%	3,0%	3,2%	3,5%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	1,9%	12,7%	12,8%	6,1%	5,7%
Administration publique	2,5%	5,1%	1,4%	3,3%	3,7%
380 Activités d'administration publique	1,4%	3,8%	6,4%	3,0%	3,0%
Taxes nettes sur biens et services	3,0%	5,7%	-1,0%	3,5%	4,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	4,3%	2,1%	3,5%	4,0%	4,6%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	4,4%	1,6%	4,0%	4,1%	4,6%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	4,2%	4,8%	2,6%	3,7%	4,3%
Production de biens et services	5,1%	3,7%	3,0%	3,5%	4,6%
Importations de biens et services	-1,5%	-0,9%	5,0%	4,0%	3,5%
Taxes nettes sur les produits	2,8%	5,6%	-1,0%	3,5%	4,0%
TOTAL DES RESSOURCES	3,2%	3,1%	3,1%	3,6%	4,4%
Consommations intermédiaires	5,9%	5,3%	2,0%	2,9%	4,6%
Consommation finale	2,4%	-1,6%	2,2%	3,2%	3,3%
publique	3,1%	4,2%	6,4%	3,0%	3,0%
privée	2,2%	-2,5%	1,5%	3,2%	3,4%
Formation brute de capital fixe	1,5%	2,2%	4,7%	5,6%	5,9%
publique	9,1%	-1,9%	9,0%	5,7%	5,7%
privée	-1,4%	4,0%	3,0%	5,5%	6,0%
Exportations de biens et services	2,8%	-4,3%	4,5%	3,0%	5,0%
TOTAL DES EMPLOIS	3,2%	3,1%	3,1%	3,6%	4,4%

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE

En milliards de francs CFA aux prix courants	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
	est.	prov.	proj	proj	proj
Secteur primaire	993,2	927,5	1050,3	1142,1	1237,6
010 020 agriculture	540,9	411,9	512,5	565,5	623,1
010 agriculture vivriere	379,4	321,8	403,4	442,2	486,5
020 agriculture industrielle ou d'exportation	161,5	90,1	109,1	123,2	136,5
030 élevage et chasse	270,6	296,6	304,7	326,3	346,2
040 sylviculture, exploitation forestiere,	69,5	73,2	76,4	79,5	82,7
050 pêche	112,1	145,8	156,7	170,9	185,7
Secteur secondaire	1312,4	1473,8	1521,8	1531,7	1640,7
060 activités extractives	119,3	143,2	145,6	149,3	159,9
080 fabrication de corps gras alimentaires	8,6	8,1	8,0	7,8	8,2
999 autres industries	767,1	868,0	881,9	876,7	928,3
070 Transformation et conservation de viande, poisson	135,8	149,6	130,5	142,2	151,1
090 travail de grains, fabrication de produits	32,8	43,7	39,3	42,5	44,7
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	33,1	44,9	47,2	46,4	49,7
110 fabrication de sucre, transformation	21,0	20,1	23,8	20,4	21,3
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	29,3	32,2	31,4	27,9	29,1
130 fabrication de boissons	25,7	26,7	28,3	27,8	28,6
140 fabrication de produits à base de tabac	12,2	13,1	12,1	14,1	14,7
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	68,0	70,5	79,1	74,7	77,7
160 fabrication du cuir; fabrication	8,6	9,8	10,8	11,5	12,0
170 travail du bois et fabrication d'articles	34,6	36,3	39,6	42,2	44,8
180 fabrication de papier, carton,	39,4	42,9	46,5	49,0	52,4
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	17,6	26,7	31,1	26,9	29,1
200 fabrication de produits chimiques	84,3	105,8	109,4	109,6	118,5
210 fabrication de produits en caoutchouc	25,2	25,7	28,5	28,6	29,6
220 fabrication de verre, poterie	77,0	88,9	85,8	80,8	86,5
230 métallurgie, fonderie, fabrication	38,3	43,7	45,0	43,7	46,0
240 fabrication de machines	4,5	4,7	5,1	4,6	4,8
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de matériels de transports	5,7	5,5	5,3	5,8	6,0
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	73,9	77,3	82,9	77,9	81,9
280 électricité, gaz et eau	170,0	182,3	223,6	214,0	230,1
290 construction	247,4	272,1	262,7	284,0	314,3
Secteur tertiaire	2922,9	3110,8	3260,6	3418,4	3644,1
300 commerce	1006,0	1077,5	1124,2	1166,1	1240,8
330 340 transports, postes et télécommunications	652,8	699,5	721,1	773,1	840,6
330 transports	238,2	268,0	256,5	281,8	312,1
340 postes et télécommunications	414,6	431,5	464,6	491,3	528,5
390 éducation et formation	231,3	245,1	265,4	284,7	297,6
400 activités de santé et action sociale	88,8	92,6	101,6	109,2	117,0
999 Autres services	944,0	996,1	1048,3	1085,4	1148,1
310 services de la réparation	55,5	59,9	63,5	66,0	69,4
320 services d'hébergement et restauration	49,1	50,9	50,6	56,1	59,0
350 services financiers	201,9	217,4	248,7	265,7	283,7
360 activités immobilières	358,4	367,7	380,2	380,4	401,6
370 activités des services aux entreprises	299,3	325,4	346,1	364,3	386,4
410 activités à caractère collectif ou personnel	114,8	119,5	124,9	129,9	137,1
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-135,0	-144,7	-165,7	-177,0	-189,0
Administration publique	1176,7	1301,9	1338,0	1392,3	1479,5
380 Activités d'administration publique	386,0	414,3	447,0	463,6	489,5
Taxes nettes sur biens et services	790,7	887,6	891,1	928,7	990,0
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	6405,1	6814,1	7170,7	7484,6	8001,9
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	5614,4	5926,4	6279,7	6555,9	7011,9
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	5864,2	6402,2	6658,2	6919,1	7378,8
Production de biens et services	10924,7	11759,0	12351,1	12967,4	13927,9
Importations de biens et services	2577,7	2840,5	3035,0	3102,6	3206,3
Taxes nettes sur les produits	791,8	887,6	891,1	928,7	990,0
TOTAL DES RESSOURCES	14294,3	15487,1	16277,2	16998,8	18124,2
Consommations intermédiaires	5311,4	5832,5	6071,4	6411,5	6916,0
Consommation finale	5921,7	6081,2	6471,6	6881,0	7315,2
publique	944,2	1058,3	1199,9	1304,7	1405,1
privée	4977,5	5023,0	5271,6	5576,3	5910,1
Formation brute de capital fixe	1414,5	1529,3	1651,5	1803,7	1990,8
publique	415,7	438,6	488,8	521,8	557,3
privée	998,8	1090,7	1162,7	1281,9	1433,5
Variation de stocks	54,0	329,2	340,9	85,7	-11,4
Exportations de biens et services	1592,7	1714,9	1741,8	1816,8	1913,6
TOTAL DES EMPLOIS	14294,3	15487,1	16277,2	16998,8	18124,2

DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 1999

Variation en %	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
	est.	prov.	proj	proj	proj
Secteur primaire	1,9%	9,2%	3,4%	1,9%	2,2%
010 020 agriculture	0,2%	5,4%	6,0%	1,8%	2,0%
010 agriculture vivriere	1,5%	3,8%	7,0%	2,0%	2,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	0,7%	1,5%	2,5%	2,0%	2,0%
030 élevage et chasse	2,2%	5,8%	1,7%	2,0%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	11,3%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
050 pêche	5,3%	25,3%	2,4%	3,0%	5,0%
Secteur secondaire	1,1%	5,4%	2,3%	-1,2%	2,6%
060 activités extractives	11,3%	10,9%	3,5%	5,0%	3,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-0,9%	3,5%	7,8%	4,0%	2,0%
999 autres industries	0,6%	5,5%	1,3%	-0,9%	2,3%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	-0,1%	3,5%	2,7%	-1,0%	2,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	-7,5%	21,7%	-0,7%	0,1%	2,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	-5,7%	17,0%	2,2%	-5,0%	2,0%
110 fabrication de sucre, transformation	-1,7%	3,5%	0,0%	0,0%	2,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	-1,8%	8,1%	-0,4%	1,6%	2,0%
130 fabrication de boissons	7,0%	0,1%	1,9%	6,6%	2,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	1,6%	0,0%	0,0%	14,1%	2,0%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	-0,2%	-1,9%	2,7%	3,0%	2,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,1%	-0,5%	9,9%	-3,0%	1,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	-0,4%	0,0%	0,2%	1,0%	1,0%
180 fabrication de papier, carton,	0,4%	3,1%	1,2%	-0,4%	2,0%
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	5,8%	27,6%	9,0%	-3,0%	5,0%
200 fabrication de produits chimiques	9,5%	12,3%	-0,3%	-1,0%	4,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	5,4%	-1,2%	4,4%	2,0%	0,5%
220 fabrication de verre, poterie	-7,4%	0,5%	-3,3%	-0,7%	3,0%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	-0,7%	10,0%	-2,7%	-0,9%	2,0%
240 fabrication de machines	-2,2%	-1,5%	-0,3%	0,0%	2,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,1%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de matériels de transports	3,7%	3,4%	-0,9%	18,7%	2,0%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	2,2%	0,3%	0,1%	-10,0%	2,0%
280 électricité, gaz et eau	3,5%	9,5%	9,8%	-8,0%	2,0%
290 construction	-3,4%	0,5%	-1,5%	2,0%	4,0%
Secteur tertiaire	0,1%	2,3%	1,0%	0,3%	2,0%
300 commerce	2,5%	3,4%	1,4%	0,7%	2,5%
330 340 transports, postes et télécommunications	-5,3%	2,5%	-0,1%	-1,1%	2,1%
330 transports	-2,5%	3,1%	1,8%	-0,1%	4,0%
340 postes et télécommunications	-6,7%	1,1%	0,9%	-2,0%	1,0%
390 éducation et formation	2,1%	3,1%	2,7%	3,1%	1,0%
400 activités de santé et action sociale	8,9%	1,4%	1,1%	3,1%	3,1%
999 Autres services	0,8%	0,9%	1,0%	0,9%	2,0%
310 services de la réparation	2,2%	3,4%	1,5%	0,7%	2,0%
320 services d'hébergement et restauration	-1,1%	0,9%	2,3%	7,7%	1,0%
350 services financiers	1,4%	-4,9%	1,4%	0,7%	1,0%
360 activités immobilières	1,5%	-1,1%	0,5%	0,6%	2,5%
370 activités des services aux entreprises	-0,4%	3,4%	1,5%	0,7%	2,0%
410 activités à caractère collectif ou personnel	0,9%	3,4%	1,5%	0,7%	2,0%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-0,4%	-4,9%	1,5%	0,7%	1,0%
Administration publique	5,4%	5,3%	1,3%	0,7%	2,5%
380 Activités d'administration publique	2,9%	3,4%	1,4%	0,7%	2,5%
Taxes nettes sur biens et services	6,7%	6,2%	1,4%	0,7%	2,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	1,5%	4,2%	1,7%	0,3%	2,2%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	1,7%	4,2%	1,4%	0,2%	2,2%
Production de biens et services	1,6%	3,8%	2,0%	1,4%	2,7%
Importations de biens et services	5,1%	11,2%	1,8%	-1,7%	-0,2%
Taxes nettes sur les produits	6,7%	6,2%	1,4%	0,7%	2,5%
TOTAL DES RESSOURCES	3,1%	5,1%	1,9%	0,8%	2,1%
Consommations intermédiaires	2,2%	4,3%	2,1%	2,6%	3,1%
Consommation finale	1,2%	4,3%	4,1%	3,1%	2,9%
publique	5,1%	7,6%	6,6%	5,6%	4,6%
privée	0,6%	3,5%	3,4%	2,5%	2,5%
Formation brute de capital fixe	0,4%	5,8%	3,1%	3,5%	4,2%
publique	-1,2%	7,6%	2,2%	1,0%	1,0%
privée	1,1%	5,0%	3,5%	4,5%	5,5%
Exportations de biens et services	5,3%	12,5%	-2,8%	1,3%	0,3%
TOTAL DES EMPLOIS	3,1%	5,1%	1,9%	0,8%	2,1%

En % du PIB	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
	est.	prov.	proj	proj	proj
Secteur primaire	15,5%	13,6%	14,6%	15,3%	15,5%
010 020 agriculture	8,4%	6,0%	7,1%	7,6%	7,8%
010 agriculture vivriere	5,9%	4,7%	5,6%	5,9%	6,1%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	2,5%	1,3%	1,5%	1,6%	1,7%
030 élevage et chasse	4,2%	4,4%	4,2%	4,4%	4,3%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%
050 pêche	1,8%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%
Secteur secondaire	20,5%	21,6%	21,2%	20,5%	20,5%
060 activités extractives	1,9%	2,1%	2,0%	2,0%	2,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	12,0%	12,7%	12,3%	11,7%	11,6%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,1%	2,2%	1,8%	1,9%	1,9%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,5%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%
110 fabrication de sucre, transformation	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%
130 fabrication de boissons	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,1%	1,0%	1,1%	1,0%	1,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%
180 fabrication de papier, carton,	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%
190 raffinage petrole, cokefaction,	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
200 fabrication de produits chimiques	1,3%	1,6%	1,5%	1,5%	1,5%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
220 fabrication de verre, poterie	1,2%	1,3%	1,2%	1,1%	1,1%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,2%	1,1%	1,2%	1,0%	1,0%
280 electricite, gaz et eau	2,7%	2,7%	3,1%	2,9%	2,9%
290 construction	3,9%	4,0%	3,7%	3,8%	3,9%
Secteur tertiaire	45,6%	45,7%	45,5%	45,7%	45,5%
300 commerce	15,7%	15,8%	15,7%	15,6%	15,5%
330 340 transports, postes et telecommunications	10,2%	10,3%	10,1%	10,3%	10,5%
330 transports	3,7%	3,9%	3,6%	3,8%	3,9%
340 postes et telecommunications	6,5%	6,3%	6,5%	6,6%	6,6%
390 education et formation	3,6%	3,6%	3,7%	3,8%	3,7%
400 activités de sante et action sociale	1,4%	1,4%	1,4%	1,5%	1,5%
999 Autres services	14,7%	14,6%	14,6%	14,5%	14,3%
310 services de la reparation	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
320 services d'hebergement et restauration	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
350 services financiers	3,2%	3,2%	3,5%	3,6%	3,5%
360 activités immobilières	5,6%	5,4%	5,3%	5,1%	5,0%
370 activités des services aux entreprises	4,7%	4,8%	4,8%	4,9%	4,8%
410 activités à caractère collectif ou personnel	1,8%	1,8%	1,7%	1,7%	1,7%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-2,1%	-2,1%	-2,3%	-2,4%	-2,4%
Administration publique	18,4%	19,1%	18,7%	18,6%	18,5%
380 Activités d'administration publique	6,0%	6,1%	6,2%	6,2%	6,1%
Taxes nettes sur biens et services	12,3%	13,0%	12,4%	12,4%	12,4%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	91,6%	94,0%	92,9%	92,4%	92,2%
Production de biens et services	170,6%	172,6%	172,2%	173,3%	174,1%
Importations de biens et services	40,2%	41,7%	42,3%	41,5%	40,1%
Taxes nettes sur les produits	12,4%	13,0%	12,4%	12,4%	12,4%
TOTAL DES RESSOURCES	223,2%	227,3%	227,0%	227,1%	226,5%
Consommations intermédiaires	82,9%	85,6%	84,7%	85,7%	86,4%
Consommation finale	92,5%	89,2%	90,2%	91,9%	91,4%
publique	14,7%	15,5%	16,7%	17,4%	17,6%
privée	77,7%	73,7%	73,5%	74,5%	73,9%
Formation brute de capital fixe	22,1%	22,4%	23,0%	24,1%	24,9%
publique	6,5%	6,4%	6,8%	7,0%	7,0%
privée	15,6%	16,0%	16,2%	17,1%	17,9%
Variation de stocks	0,8%	4,8%	4,8%	1,1%	-0,1%
Exportations de biens et services	24,9%	25,2%	24,3%	24,3%	23,9%
TOTAL DES EMPLOIS	223,2%	227,3%	227,0%	227,1%	226,5%

TOFE _ 2011-2014

(en milliards sauf indication contraire)	2011	2012	2013	2014
			proj.	proj.
1. Total recettes et dons	1525,6	1670,3	1769,6	1891,0
1.1 Recettes budgétaires et FSE	1375,6	1464,0	1562,6	1668,0
- Recettes budgétaires hors Fse	1336,4	1423,0	1527,6	1633,0
Recettes fiscales	1286,9	1352,0	1433,0	1561,0
Recettes non fiscales	49,5	71,0	94,6	72,0
<i>dont Recettes exceptionnelles (Dpworld et Suneor)</i>			27,0	
- FSE	39,2	41,0	35,0	35,0
1.2 Dons	150	206,3	207,0	223,0
Budgétaires	37,5	52,0	38,0	42,0
En capital	112,5	154,3	169,0	181,0
2. Dépenses totales et prêts (net)	1980,2	2090,0	2175,9	2287,2
2.1 Dépenses courantes	1233,4	1257,0	1317,1	1346,0
Traitements et salaires	427,5	461,5	470,0	492,0
Intérêts sur la dette publique	104	108,0	117,6	130,0
Extérieure	62	52,0	59,6	74,0
Intérieure	42	56,0	58,0	56,0
Autres dépenses courantes	701,9	687,5	729,5	724,0
Fournitures, entretien et autres	355,9	320,5	381,3	388,0
<i>dont PPTE et IADM financé</i>			11,6	12,0
Transferts et subventions	335	355,0	348,3	336,0
<i>dont subv. SAR (marge soutien et gaz butane)</i>	15	13,0	16,0	16,0
<i>dont SENELEC</i>	124	99,0	80,0	60,0
<i>dont subvention sucre</i>		4,0	4,0	0,0
PPTE et IADM financé	11	12,0		
2.2 Dépenses en capital	718,4	813,7	858,8	941,2
Financement intérieur et sur prêts non concess	474,9	491,5	522,0	576,6
- Sur ressources Non PPTE et IADM	429	444,7	475,0	528,0
Ajustement (projets différés)			-10,0	
- Sur ressources PPTE et IADM	45,9	47,9	47,0	49,0
Financement extérieur	243,5	322,2	336,8	364,6
2.3 Prêts nets	28,4	19,3	0,0	0,0
Prêts rétrocédés	35,9	37,3	13,0	14,0
Remboursement des prêts rétrocédés	-7,5	-18,0	-13,0	-14,0
Solde Global de l'Administration Centrale	-454,6	-419,7	-406,3	-396,2
Solde Global des entités non fin. du secteur public				
Balance primaire Adm. Centrale	-350,6	-311,7	-288,7	-266,2
Solde de base prog.	-325,2	-266,5	-263,5	-240,6
Solde de base (déf. UEMOA)	-332,7	-284,5	-276,5	-254,6
Solde de base (déf. UEMOA) hors PPTE ET IADM	-275,8	-224,6	-229,5	-193,6
Solde de base (déf. UEMOA) hors PPTE ET IADM et dons budg.		-172,6	-191,5	-151,6
5. Solde global dons compris (Adm. Cent. et entités non fin. du secteur)	-454,6	-419,7	-406,3	-396,2
Solde global dons non compris (-)	-604,6	-626,0	-613,3	-619,2

TOFE (suite1)

(en milliards sauf indication contraire)	2011	2012	2013	2014
			proj.	proj.
6. Financement	454,6	419,7	406,3	396,2
7. Financement extérieur	421,8	435,9	286,0	367,0
Tirages	175,0	322,9	221,0	237,0
Trésorerie	39,8	117,9	53,0	53,0
Prêts projets	135,2	205,0	168,0	184,0
Amortissement	-162,0	-65,0	-70,0	-191,0
Emissions Bons Trésor, obligations, Banques s/région (net)	184,4	178,0	8,0	21,0
Emprunts non concessionnels	224,4	0,0	127,0	300,0
<i>dont Emissions</i>	224,4	0,0	0,0	250,0
<i>dont Autres emprunts non concessionnels</i>	0,0	0,0	127,0	50,0
8. Financement intérieur (I.+II.)	32,8	-16,2	120,3	29,2
I. Financement Bancaire (A+B+C)	11,8	-195,3	138,0	26,8
II. Financement non-bancaire	21,0	179,1	-17,7	2,4
Erreurs et omissions	0,0	-0,1	0,0	0,0
9. Ecart de financement	0,0	0,1	0,2	0,0

SENEGAL : BALANCE DES PAIEMENTS 2011 – 2014

Selon la 5ème édition du manuel de balance des paiements, adaptée à l'optique BCEAO

En milliards de F.CFA	2011	2012	2013	2014
BALANCE DES BIENS	-1 183,6	-1 509,1	-1 487,0	-1 551,0
EXPORTATIONS FOB	1 236,8	1 335,9	1 449,0	1 496,0
IMPORTATIONS FOB	2 420,4	2 845,0	2 936,0	3 047,0
SERVICES ET REVENUS NETS	-191,5	-181,0	-153,0	-162,0
TRANSFERTS COURANTS	834,0	947,8	938,0	1 000,0
PRIVES	771,7	884,4	897,0	977,6
PUBLICS	62,3	63,4	41,0	44,7
TRANSACTIONS COURANTES	-541,1	-742,2	-702,0	-713,0
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERE	482,2	691,1	737,7	751,8
COMPTE DE CAPITAL	119,4	195,9	184,5	186,0
TRANSFERTS DE CAPITAL	121,2	156,4	173,5	186,0
PRIVES	6,6	2,4	4,5	5,0
PUBLICS	114,6	154,0	169,0	181,0
Acquisitions / cessions d'actifs financiers non produits	-1,8	39,5	11,0	0,0
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES (Optique BCEAO)	362,8	495,2	553,2	565,8
- CAPITAUX PUBLICS	426,0	416,7	288,3	337,2
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	325,5	177,7	16,3	171,2
AUTRES INVESTISSEMENTS	100,5	239,0	272,0	166,0
dont TIRAGES (Financement exceptionnel inclus)	175,0	322,7	348,0	537,0
Trésoreries	40,0	117,7	53,0	53,0
projets	135,0	205,0	168,0	184,0
autres			127,0	300,0
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-175,0	-89,0	-70,0	-191,0
- CAPITAUX PRIVES	-63,3	78,5	264,9	228,6
INVESTISSEMENTS DIRECTS	137,2	148,2	163,2	174,3
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	27,7	29,3	23,7	33,8
AUTRES INVESTISSEMENTS	-228,2	-99,0	78,0	20,5
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	3,8			
SOLDE GLOBAL	-55,1	-51,1	35,7	38,8
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS				
NETS	55,1	51,1	-35,7	-38,8
- BANQUE CENTRALE	6,2	-49,3	-35,7	-38,8
- BANQUES DE DEPOTS	48,9	100,4		
PIB (Pour Mémoire)	6 814,1	7 170,7	7 484,6	8 001,9
CC 5ème édition / PIB	-7,9%	-10,4%	-9,4%	-8,9%
CCHD	-607,8	-810,3	-754,8	-769,5
CCHD / PIB	-8,9%	-11,3%	-10,1%	-9,6%

Situation monétaire intégrée (SMI)

(En milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014
			proj.	proj.
AVOIRS EXTERIEURS NETS	930,6	879,5	915,2	954,0
BCEAO	726,2	775,5	811,2	850,0
BANQUES	204,5	104,1	104,1	104,1
CREDIT INTERIEUR	2106,0	2241,8	2362,0	2755,7
P N G	150,0	97,0	86,0	146,2
CREDITS A L'ECONOMIE	1956,0	2144,8	2276,0	2609,5
CREDITS DE COURT TERME	1000,3	1100,4	1153,1	1324,8
dont crédits de campagne	6,3	4,0	4,0	4,0
CREDITS DE MOYEN ET LONG TERME	955,7	1044,4	1122,9	1284,7
ACTIF=PASSIF	3045,4	3118,8	3421,8	3709,7
MASSE MONETAIRE	2717,4	2894,7	3197,6	3485,6
Circulation fiduciaire	588,1	584,6	645,7	667,8
DEPOTS	2129,3	2310,1	2551,9	2817,8
DEPOTS EN CCP	7,9	7,9	8,7	9,8
DEPOTS EN CNE	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPOTS A VUE	1052,7	1183,8	1307,7	1467,3
DEPOTS A TERME	1068,7	1118,4	1235,5	1340,7
AUTRES ELEMENTS NETS	327,9	224,2	224,2	224,1